

les cantons, et réuni à Auxerre, a adopté la candidature de M. Paul Bert, par 103 voix contre 4 données à M. Javal fils.

Ce vote, qui lui paraît garantir celui du 9 juin, rejouit le journal de M. Gambetta. M. Paul Bert est bien, en effet, le candidat qui doit le mieux lui agréer.

Nommé sous l'Empire professeur au musée de Paris, M. Paul Bert fut nommé après le 4 septembre secrétaire-général de l'Yonne. M. Gambetta, qui lui avait confié ce poste secondaire, l'appela, au mois de janvier 1872, à la préfecture du Nord, pour y appliquer le décret de dissolution des Conseils généraux et remplacer le préfet, démissionnaire à la suite de cette mesure violente.

M. Paul Bert ne resta à Lille que quelques jours. Il voulut y imposer, pour les élections du 8 février, le décret de M. Gambetta, insurgé contre le gouvernement de Paris; il fut aidé à Roubaix par M. Deregnacourt. L'opinion publique résista à ces prétentions; la magistrature reconnut comme seul valable le décret de Paris, et M. Paul Bert refit aussitôt ses malles.

Mais M. Deregnacourt resta maire de Roubaix.

Entre M. Bert, candidat républicain radical, et M. Javal, candidat républicain libéral, le Progrès du Nord n'hésita pas. Il ne reconnaît comme candidat républicain que M. Bert.

De même, dans la Somme, entre M. Barni, républicain radical, et M. Lejeune, républicain libéral, il choisit M. Barni.

C'est bien dire que M. Deregnacourt complète le trio des candidats selon le cœur de M. Gambetta, des candidats qui auront pour eux les socialistes, les athées et les communistes, tandis que les républicains modérés voteront pour MM. Javal, Lejeune et Bergerot.

(Propagateur) H. LEFÈVRE.

M. Deregnacourt est-il gambettiste?

La République française, journal de M. Gambetta, publie de longs articles en faveur de la candidature de M. Deregnacourt.

Si M. Deregnacourt n'avait pas d'engagement vis-à-vis de M. Gambetta et si celui-ci ne savait qu'il peut absolument compter sur le dévouement de ce candidat, le journal la République française ne soutiendrait pas si chaleureusement la candidature de M. Deregnacourt. (Journal du Nord.)

Les votes de M. Deregnacourt à l'Assemblée étaient gambettistes.

Au surplus, nous avons vu M. Deregnacourt à l'œuvre.

Ses votes à l'Assemblée étaient gambettistes.

En effet, sur les quatorze séances auxquelles il a assisté, cinq ont été consacrées à des questions préparatoires et de pure forme, sans la participation de M. Thiers ou des ministres. Dans neuf séances décisives, M. Thiers et les ministres ont voté.

Dans ces neuf mêmes séances, M. Deregnacourt a TOUJOURS et INVARIABLEMENT voté contre eux.

Donc M. DEREIGNACOURT, DANS TOUTES LES QUESTIONS OU LE GOUVERNEMENT DE M. THIERS ÉTAIT EN JEU, A VOTÉ CONTRE LUI.

Le républicain Alphonse Karr, publie dans ses Guêpes les réflexions suivantes :

« Mais au tour maintenant des fous furieux » qui, au bénéfice de leur vanité ou de leur ambition ont continué cette guerre, — remplaçant les armes, les vêtements, les vivres, les munitions, par des mensonges, qui ont livré nos soldats à des périls sans issue, dont il n'ont partagé aucun après avoir dit et proclamé :

fait un pacte avec la mort, — je reviendrai mort ou victorieux, etc. »

Parmi ceux-là, comptons les mots :

— Pas un !

Au tour donc de M. Gambetta.

Quand on assume le pouvoir souverain, on assume la responsabilité : quand on se fait dictateur, il faut réussir.

Informations-Nouvelles

Le comte et la comtesse de Chambord sont depuis quelques jours à Prague.

Un journal annonce que M. Thiers est repris de son affection de larynx, mais beaucoup moins grave que la dernière fois.

Ces maladies de larynx ne sont que de simples accidents dont il n'y a pas à se préoccuper. Mais, ce qui est plus sérieux, ce dont s'aperçoivent fort bien les députés qui approchent M. Thiers, c'est l'affaiblissement de ses forces physiques et intellectuelles, affaiblissement très-visible.

Nous croyons savoir qu'après le malencontreux discours du duc d'Annam, un membre de la droite, qui est dans les meilleurs termes avec les princes d'Orléans, a écrit au comte de Paris qu'il était l'heure de faire en sa visite au comte de Chambord.

Ce député en sera-t-il pour sa lettre et pour la perte d'une illusion?

Dans le monde parlementaire, on trouve que le discours du duc d'Annam a beaucoup plus avancé les affaires de Napoléon III que celui de M. Rouher.

A la suite du discours prononcé par M. le duc d'Annam, plusieurs journaux ont publié une lettre de M. de Francieu, membre de l'extrême droite, commentant le passage de ce discours relatif au drapeau.

M. le duc d'Annam vient d'écrire à M. de Francieu la lettre suivante :

« Mon cher collègue,

« Je n'ai jamais désavoué ni répudié le glorieux passé de ma race; je l'ai même publiquement défendu alors que personne ne songeait à repousser les injures adressées de la tribune du Sénat à tous les descendants de Robert-le-Fort.

« Je crois être resté fidèle aux vraies traditions de mes aïeux en parlant comme je l'ai fait du drapeau de la France.

« Recevez l'expression des sentiments avec lesquels je demeure votre affectionné collègue.

» HENRI D'ORLÉANS. »

Autre document qui a aussi son intérêt :

c'est une lettre de M. Jules Favre au sujet de sa récente déposition devant la commission d'enquête. En voici le texte :

« Je ne sais comment et par qui vous avez eu connaissance de ma déclaration devant le conseil d'enquête, au moment même où je la faisais, et avant qu'elle eût été traduite par la sténographie. Cette communication inexacte a motivé de votre part des appréciations que vous modifierez certainement quand vous aurez sous les yeux le texte de ma déclaration.

« Vous me permettez de juger convenable d'ajouter jusqu'à cette publication des explications qui, je l'espère, rétabliront la vérité en éclairant complètement l'opinion sur la conduite du gouvernement de la Défense nationale, dans ce douloureux épisode de la convention du 28 janvier 1871.

« Recevez, Monsieur le rédacteur, l'expression de mes sentiments distingués.

JULES FAVRE.

Le 2 juin 1872.

Le cuisinier Fuschs, du 7^e régiment, l'un des héros de Reichshoffen, vient d'être fait chevalier de la Légion d'honneur. C'est un brave dans toute l'acception chevaleresque du mot. Prisonnier dans la forteresse de Spandau, où il était détenu pour avoir cherché à s'évader, le commandant de cette forteresse lui proposa sa grâce, s'il voulait opter pour la nationalité prussienne. Voici quelle fut sa réponse :

« Que n'ai-je été tué à Reichshoffen, mon commandant, je n'aurais pas à entendre aujourd'hui la proposition d'une pareille lâcheté ! »

Pour le décider, l'on employa tout à tour la douceur, la persuasion, les menaces, la violence même, mais Fuschs resta inébranlable dans sa résolution et refusa sa liberté à ce prix.

Qu'il y a loin de ce caractère, qui, Dieu merci, représente celui de notre armée, au caractère de ces hommes qui se plaisent à l'affaiblir aux yeux du pays.

Dans une de ses dernières lettres, le correspondant du Times rend à chaque parti français la part de gloire qui lui revient dans la défense nationale pendant la guerre :

« Après l'épouvantable désastre de Sedan, dit-il, aucun parti ne donna plus de preuve d'un dévouement absolu que celui des *retrogrades*, qui ont accusé d'être en retard sur les idées de leur siècle. Je n'oublierai jamais avec quelle furie *toute galante* les zouaves de Charrette s'élançaient sous le feu de l'ennemi pendant que les mobiles de Paris *geignaient* en disant :

« Voilà les colotins qui vont se faire tuer ! »

On connaît les talents militaires et administratifs du généralissime dictateur Gambetta, mais il restait à connaître sa fortune depuis qu'il a passé par le pouvoir. Sur ce point délicat, on chuchote beaucoup, et nous avons même ouï raconter des choses qui seraient étranges si on devait s'étonner de rien de la part de ceux qui ont fait contre les Prussiens la campagne... des gras emplois.

Voici que l'Éclair précise un peu. Nous lisons dans ce journal :

M. Gambetta fait bâtir.

Précisons, afin qu'un démenti devienne impossible.

On vient de poser à Nice la première pierre d'une fort belle villa que l'ex-dictateur se fait construire sur un des terrains achetés par lui. Afin de bien prouver à quel point nous sommes exactement renseignés, ajoutons que les jardins de cette villa ont été dessinés par M. Gambetta lui-même.

C'est son père, régulièrement muni des pleins pouvoirs, qui a été chargé de résoudre toutes les questions de mitoyenneté et de servitude; il l'a fait avec une grande affabilité, et en se montrant fort coulant dans toutes les occasions.

Un des voisins de l'ex-proconsul est M. E. Leroux, ancien vice-président du Corps législatif.

M. Gambetta père a bien voulu lui déclarer que, le cas échéant, son fils saurait lui tenir compte de ses bons rapports de voisinage.

Lettre de Paris

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 4 juin 1872.

Le correspondant envoyé par le Journal des Débats en Espagne ne cesse de reprocher au maréchal Serrano ses ménagements à l'égard des carlistes, qui devraient être exterminés sans pitié. Touchant et patriotique zèle du Journal des Débats en faveur d'Amédée, le protégé de M. de Bismarck !

Le même journal, à propos de l'arrêté du préfet du Rhône, destiné à faire respecter le droit des pères de famille qui veulent confier leurs enfants aux écoles congréganistes, ce même journal se prononce pour l'enseignement laïque.

gréganiste. Assertion démentie, par les rapports même, des inspecteurs de l'Université. Le Journal des Débats, l'ancien journal de Chateaubriand, de Bonald, de Felletz, de Geoffroy, de Hoffmann, marchant depuis avec le Siècle, le Radical, l'Opinion nationale, le Rapsod. Quelle chute !

La discussion du projet de loi militaire a fourni au citoyen Gambetta l'occasion de donner un nouvel exemple de son esprit dictatorial; pendant que son collègue de l'extrême gauche, le citoyen Millaud, se prononçait pour le vote de l'armée sous les drapeaux, M. Gambetta,

avec nous tient exactement au courant des phases de cette lutte entre l'unité allemande et la liberté catholique. On lit dans le dernier numéro de cet important recueil :

« L'ignorance où est le ministre prussien de ce qui fait l'essence du catholicisme n'excuse pas suffisamment sa folie. Il ne peut méconnaître l'histoire, au point de n'y avoir jamais vu ce que vaut le martyre et quels effets il produit. Qu'il essaie ! S'il touche aujourd'hui à Mgr Klementz, il devra demain s'en prendre à l'évêque de Breslau, et après-demain à l'archevêque de Cologne. Croit-il qu'il dépende de lui qu'un évêque cesse d'être considéré comme tel par ses diocésains ?

Un décret semblable rendrait plus ardent l'amour des fidèles pour leur pasteur, et c'est tout ce qu'il y gagnerait. Qu'il supprime les revenus, et l'aumône les remplacera. Qu'il emprisonne, et il aura au sein de son Allemagne un pape du Vatican; ses amis les Italiens pourront lui dire au besoin tout le bien qu'on en tire.

« En Allemagne, l'antipathie entre le catholicisme et l'unité n'avait rien de nécessaire. Bien plus, il ne manque pas de catholiques, même hors de l'Allemagne, qui auraient aimé à prouver que leur hostilité pour l'unité italienne tenait uniquement à des motifs religieux, et la création du nouvel Empire leur aurait fourni l'occasion de faire cette preuve.

Maintenant il en est tout autrement : Si le gouvernement prussien repose sur des principes inconciliables avec la foi catholique, il sera désormais impossible d'être à la fois catholique et fidèle à ce gouvernement. Il faudra abandonner Dieu ou le roi Guillaume, et quand des pasteurs, victimes de leur zèle apostolique, se dresseront contre ce souverain et ses sujets, c'est en vain que le Chancelier évoquera le spectre du panslavisme, ou celui de la France ressuscitée, ou celui de l'inquisition, ou bien encore celui de Canossa, il n'y aura plus l'Allemagne une.

« M. de Bismarck peut nous en croire; car si nous étions hostiles en principe à son nouvel Empire, nous n'aurions qu'à nous réjouir de ses extravagances. En lui disant aussi franchement où il va, nous lui donnons plutôt une preuve d'intérêt; nous lui parlons en chrétiens et nous l'avertissons à temps, puisqu'il n'en est encore qu'aux menaces. Ses ennemis de parti pris sont, au contraire, dans la joie et c'est encore là un indice dont il devrait tenir compte. »

Hier soir, une affluence considérable d'invités remplissait les salons du baron de Barant, dirigés par la signature du

contrat de mariage de Mlle de Barant avec M. Soumier, riche raffineur à la Vilette. Jeudi aura lieu la célébration du mariage.

DE SAINT-CHÉRON.

M. Testelin et M. Delescluze.

Nous lisons dans le Gaulois :

Nous publions ci-dessous une lettre des plus curieuses, signée A. Testelin, et adressée le 19 juin 1868 à M. Delescluze.

M. A. Testelin, signataire de cette lettre, est-il le même que M. A. Testelin, actuellement représentant du département du Nord à l'Assemblée nationale ? Si oui, nous nous dispenserons de toute commentaire; si non, nous n'avons pas besoin de dire à M. Testelin (du Nord) que nous lui ouvrons nos colonnes pour toute rectification qu'il jugera convenable.

Le secrétaire de la Rédaction,

LÉON ESTOR.

« Mon cher Delescluze,

« Je trouve chez moi la date du 30 mai, une lettre de vous. Ce jour là même je partais pour la Hollande et ce n'est qu'à mon retour que j'ai pu vous lire; ceci vous expliquera le retard de ma réponse, cependant j'aurais pu vous répondre quelques jours plus tôt, si n'était le combat qui s'opère dans mon esprit. Vous savez combien j'estime votre caractère et votre talent, tous deux éprouvés par de longues années de lutte. Je suis troublé en constatant combien nous différons d'avis. L'union libérale ! quel vous voulez-vous la combattre ? mais je l'appelle de tous mes vœux, je la chauffe, je la fomenté autant que me le permettent mes faibles moyens.

« Toute l'histoire moderne démontre que tant qu'il n'y a que des partis extrêmes, les gouvernements qu'ils attaquent ont peu à redouter. Il n'en est plus de même lorsque surviennent les tiers-partis qui tentent toujours de concilier l'eau et le feu et marchent droit au géhénim. De nos jours, la masse des électeurs est essentiellement ignorante, bête et absurde. Or, comme à son point de vue, le gouvernement est dans la logique et que l'opposition extrême est la logique même, la masse ne peut manquer d'aller au tiers-parti. Or, comme ceux-ci ont toute l'impudence que donne l'illuminisme, ils finissent par se ficher de ne pouvoir arriver à rien. C'est le moment pour le parti extrême d'entrer en scène et d'effectuer la révolution préparée par les autres. Exemples : la fraction agit en 1830 votant l'adresse de 221; Odilon Barrot et les siens en 1847 organisant les banquets. Les républicains modérés organisant la rue de Poitiers. Tout est sortie l'élection de Louis Bonaparte.

« Enfin... à bientôt, j'espère, le 4^e exemple.

« Avec de pareilles idées que je prête à nos amis, comment voulez-vous que je me joigne à votre entreprise qui marche dans une voie toute contraire ? Ce serait, en vérité, ôter tout crédit à mes paroles. Voilà pour moi; quant aux autres, par suite de circonstances locales, les fonds sont rares. Cependant, comme je l'ai dit à Quentin, en faisant des visites pressantes auprès de quelques-uns, peut-être obtiendrait-on quelques signatures pour une action. Mais le jeu n'en vaudrait pas la chandelle; j'ai tâté la terrain, et naturellement je n'ai pas exposé les théories que je vous donne ici tout crûment.

Voici, en général, les réponses :

« M. de Bismarck peut nous en croire; car si nous étions hostiles en principe à son nouvel Empire, nous n'aurions qu'à nous réjouir de ses extravagances. En lui disant aussi franchement où il va, nous lui donnons plutôt une preuve d'intérêt; nous lui parlons en chrétiens et nous l'avertissons à temps, puisqu'il n'en est encore qu'aux menaces. Ses ennemis de parti pris sont, au contraire, dans la joie et c'est encore là un indice dont il devrait tenir compte. »

Hier soir, une affluence considérable d'invités remplissait les salons du baron de Barant, dirigés par la signature du